

Question 13
Comment prendre en charge la grande difficulté ?

1 - Comment repérer et prévenir la grande difficulté ?

Définis dans le cadre strict des acquis fondamentaux, les enfants dits en grande difficulté sont souvent dépistés dès le cours préparatoire, voire la grande section de maternelle par les enseignants.

Lorsqu'un enfant arrive au Collège, il est déjà trop tard pour y remédier ; la plupart de ceux qui arrivent en 6^{ème} ont déjà redoublé une classe en primaire et le système actuel ne permet pas de les maintenir en primaire à partir d'un certain âge.

→ il faudrait envisager la mise en place du respect du rythme d'apprentissage et constater si l'enfant est prêt à l'acquisition de la lecture et de l'écriture. Tous les enfants ne sont pas égaux et prêts à lire à 6 au 7 ans.

- Les classes de maternelle peuvent accueillir jusqu'à 35 enfants alors que les textes fixent leur nombre à 25 dès le C.P. Le nombre d'élèves ramené à 25 au moins pour la grande section de maternelle permettrait un dépistage plus précoce.
- La présence d'une aide en primaire, comme il en existe en maternelle, permettrait à l'enseignant de consacrer plus de temps aux enfants en difficulté. Ou bien, ceux-ci pourraient être pris en charge individuellement ou en petit nombre en soutien par cette même aide.
- Il conviendrait de mettre en place des observateurs qui étudieraient de façon plus précise comment les enfants apprennent.
- La « répétition » des acquis quotidiens devrait être systématisée dans les familles.

2 - Faut-il un enseignement spécialisé pour les enfants en grande difficulté ?

- Il faut être vigilant à ne pas isoler les collégiens en grande difficulté par rapport aux autres adolescents. Des passerelles doivent être possibles pour que l'élève puisse réintégrer le circuit scolaire dit «normal».
- Il faudrait définir précisément la culture commune et minimale.
- La grande difficulté est souvent liée à un milieu social défavorisé ou à des parents qui ont mal vécu le système scolaire ou ont été en situation d'échec scolaire. Il est donc nécessaire d'établir des liens avec les familles concernées, éventuellement par le biais d'un médiateur, n'appartenant pas forcément à l'Education Nationale, lors des rencontres parents-professeurs de l'élève concerné. L'implication de sa famille peut motiver un enfant. Il est également nécessaire de former à ce sujet les partenaires sociaux qui gravitent autour de la famille.
- (importance du travail avec les familles et les partenaires autour d'elles
(médiations nécessaires

- Un temps spécifique à la prise en charge des enfants en grande difficulté pourrait être compris dans l'emploi du temps des enseignants.
- La « solution » n'est pas uniquement du ressort de l'école mais peut se trouver également dans le cadre de la vie sociale, aussi le concept du périmètre scolaire est à redéfinir afin de créer une véritable mixité sociale.

3 - Faut-il reconnaître à l'équipe éducative une plus grande autonomie pour lutter contre le grand échec scolaire ?

L'autonomie peut s'entendre de deux façons :

- liberté d'action sur les orientations en dépit de l'avis défavorable des familles
- liberté d'action de sortir du cadre scolaire et du programme défini afin de proposer d'autres modes d'apprentissage.

Il y a enfin nécessité de simplifier le système scolaire afin que les recherches de solutions adaptées à un enfant en grande difficulté ne ressemblent plus à un parcours du combattant, tant pour les familles que pour l'administration du collège.

Question n° 15 :

Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités

1. Comment l'Ecole doit-elle faire face à la difficulté des parents à éduquer leurs enfants ?
- et
2. Faut-il renforcer l'autorité des enseignants et l'encadrement des élèves ?

Les participants - parents et personnels de l'Education nationale – s'accordent pour dire que l'école ne doit pas se substituer aux parents.

Une large majorité se dégage cependant pour affirmer que l'Ecole a une mission éducative essentielle.

De qui a-t-on besoin en priorité pour lutter efficacement contre la violence et les incivilités (psychologues, assistantes sociales, médiateurs, aides éducateurs, CPE, policiers, etc.) ?

Pour plusieurs participants la dimension sociale semble moins prise en compte qu'avant par manque de présence d'assistants sociaux, d'infirmières, de psychologues. On ne peut pas être enseignant et ne faire que du social.

Les parents souhaiteraient plus de présence de personnels du secteur médico-social. On a besoin de personnels sociaux, d'encadrement, emplois-jeunes, surveillants, aides-éducateurs, enseignants, psychologues. Les éducateurs qui suivent les jeunes devraient intervenir au collège.

Les jeunes doivent être encadrés de façon quasi permanente (au collège).
Une plus grande présence adulte est souhaitée.

Comment transmettre aux enfants plus efficacement, dès le primaire, les règles de la vie en commun, et parvenir à développer le respect et la capacité de maîtrise de soi ?

La violence quelle que soit son niveau n'est pas acceptable. Elle résulte d'une mauvaise éducation. On demande à l'école de résoudre les problèmes de société.

C'est souvent des enfants issus de familles à gros problèmes qui sont violents.

Le respect commence par la politesse. Pour qu'une classe fonctionne, il y a des règles à respecter.

Il faut renforcer le lien primaire-secondaire. Il faudrait une semaine d'adaptation pour que l'élève qui arrive du primaire et rentre au collège s'adapte au règlement du collège.

La mission éducative de l'Ecole étant affirmée, même si l'Ecole ne peut à elle seule résoudre les problèmes de la société. La prise en compte de cette mission éducative peut être améliorée. La question de la formation et des affectations des enseignants est abordée.

La formation des enseignants est plus centrée sur l'instruction que sur l'éducation. une plus grande place devrait être accordée à la psychologie de l'enfant, au système éducatif.

Il faudrait plutôt mettre les enseignants ayant des années d'ancienneté et des compétences reconnues dans les écoles dites difficiles en zone sensible que des jeunes enseignants qui débutent.

Il faudrait affecter les jeunes enseignants sur des postes « faciles » comme on le fait dans certains départements pour les personnels du premier degré.

Quels aménagements dans les relations entre parents et professeurs permettraient-ils de lutter plus efficacement contre les incivilités ?

Il faut rétablir le dialogue avec les parents. Moins de mépris réciproques entre parents et enseignants.

Il faudrait qu'il y ait plus de lieux, de rencontre parents professeurs dans d'autres contextes que les rencontres habituelles.

Certains parents n'ont pas une bonne image de la scolarité de leur enfant... Des parents qui sont illettrés, pauvres, qui ont connu l'échec scolaire etc., ont peur de rencontrer les enseignants. Il faut arriver à créer un lien.

Il faut recruter aides-éducateurs, C.P.E., médiateurs pour faire la liaison entre l'école et les familles. Il faudrait que les C.P.E., aides-éducateurs, assistants d'éducation etc. soient autorisés à sortir de l'école pour rencontrer les familles à domicile.

3. Quelles sont les sanctions efficaces ?

Le refus du « tout répressif » fait l'unanimité.

La panoplie actuelle des sanctions est déjà complète.

Cependant, Il est proposé que la réparation des dégradations soit une sanction imposable au coupable, et non une mesure complémentaire à la sanction subordonnée à l'accord de la famille. Pour la dégradation des locaux l'élève pourrait travailler auprès de la personne qui répare ces locaux (liaison avec les ATOS).

Comment lutter efficacement contre les violences ?

Les questions posées insistent sur les facteurs internes.
Mais la question de la mixité sociale est essentielle. Il faut favoriser les mixités sociales. Mettre au niveau des quartiers un quota de mixité. Les politiques municipale, nationale, de logement doivent défendre cette mixité.

Mettre fin aux dérogations pour accepter un élève dans un établissement.

Parmi les causes internes l'Ecole elle même est violente pour les élèves en échec scolaire.

L'inquiétude est de savoir si pour l'avenir on va tenir compte des propos tenus lors de ces débats.